

CIRDIS

**Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international
et société**

UQÀM



PROFIL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANOISE

Karine Gauthier

www.cirdis.uqam.ca

LES CAHIERS DU CIRDIS
COLLABORATION SPÉCIALE
No 2014-02

Profil de l'aide publique au développement danoise

**Les Cahiers du CIRDIS – Collaboration spéciale
No 2014-02**

Karine Gauthier

Ce texte est un travail effectué dans le cadre du cours POL-8501. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux du CIRDIS ou de son comité scientifique.

■ Karine GAUTHIER

Titulaire d'un baccalauréat en communication politique et société et candidate à la maîtrise en Science politique concentration relations internationales, politique étrangère, coopération et développement à l'Université du Québec À Montréal (UQÀM), Karine Gauthier étudie la mondialisation de l'industrie du sexe dans le cadre de son mémoire. Voulant jumeler la recherche scientifique et l'implication sociale, elle a fait un stage en radio-journalisme au Togo puis à la Concertation des Luttres contre l'Exploitation Sexuelle (CLES) durant lequel elle est devenue membre de l'équipe de solidarité et du comité ressources.

Les Cahiers du CIRDIS
Collaboration spéciale — no 2014-02

Profil de l'aide publique au développement danoise

Karine Gauthier

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société

Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, Canada
H3C 3P8

www.cirdis.uqam.ca
cirdis@uqam.ca

Table des matières

I. INTRODUCTION	5
II. LE DANEMARK ET L'OCDE.....	5
III. DANIDA	6
IV. L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANOISE ET SES PRINCIPAUX ACTEURS.....	6
V. DANIDA ET LA DÉCLARATION DE PARIS.....	8
VI. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES : Un éclaircissement statistique.....	9
1. L'aide publique au développement (APD).....	9
2. L'aide par programme	10
3. Le déliement de l'aide	10
4. L'aide bilatérale.....	12
5. L'aide multilatérale	12
6. L'APD versée aux ONG et à la société civile.....	13
7. Principaux pays bénéficiaires de l'APD de pays scandinaves (versements bruts).....	15
8. Principales régions bénéficiaires de l'APD danoise (versement brut)	16
VII. CENTER FOR GLOBAL DEVELOPMENT	18
VIII. DANEMARK EXAMEN PAR LES PAIRS.....	19
1. Freedom from Poverty	19
2. L'évolution des recommandations depuis 2007.....	20
IX. CONCLUSION.....	21
X. BIBLIOGRAPHIE	22
XI. ANNEXES	24
Figure 1. Le système de coopération au développement Danois	24
Figure 2. Domaines prioritaires de l'APD danoise	25

I. INTRODUCTION

The goal for Denmark's development cooperation is to combat poverty and promote human rights, democracy, sustainable development, peace and stability in accordance with the UN Charter, the Universal Declaration of Human Rights and UN conventions on human rights. -Act on International Development Cooperation from 1971

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a été créée pour tenter d'améliorer la condition des obligations étatiques en matière de développement. Parmi la liste des membres de l'OCDE, les pays nordiques dépassent la moyenne des bailleurs de fonds sur plusieurs plans. Il serait donc intéressant de se demander s'il existe une particularité scandinave en ce qui a trait à l'octroi de l'aide publique au développement (APD). Afin de mieux comprendre la question, cette analyse se concentrera sur les efforts développementaux du Danemark et de son organe distributeur Danida. Ce survol de la performance danoise nous permettra de mieux saisir les comportements et les priorités de cet État scandinave. Nous éclaircirons le profil statistique du pays en nous basant majoritairement sur les statistiques de l'OCDE. Les « bons coups » et les « mauvais coups » de la transmission de l'APD danoise seront parcourus afin de démystifier cette idée de particularité scandinave. Nous regarderons également les bases politiques qui déterminent l'aide au développement de ce pays tout en saisissant les mécanismes la régissant. Enfin, nous effectuerons une évaluation partielle de l'efficacité de l'APD danoise basée sur l'examen par les pairs.

II. LE DANEMARK ET L'OCDE

Le 14 décembre 1960, le Danemark signe avec 19 autres pays la convention donnant naissance à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les pays fondateurs se sont tous engagés à contribuer à l'aide au développement afin de soutenir les objectifs fondamentaux de l'organisation. L'OCDE est composée d'un ambassadeur et de plusieurs diplomates de chaque pays adhérant tout en offrant à ses 30 pays membres une représentation permanente. Le Danemark est membre du Comité d'aide au développement (CAD), son représentant est donc responsable, en accord avec ses semblables, d'approuver le programme de travail décrit dans le rapport annuel, de déterminer le volume du budget annuel et d'établir les contributions en fonction du poids économique de chaque pays¹. L'ambassadeur danois, au même titre que ses pairs, occupe une place indispensable au sein du réseau de communication entre le Secrétariat de l'OCDE et les gouvernements nationaux. Les délégations sont garantes de la bonne adéquation entre le travail de l'OCDE et les problématiques nationales². De plus, l'OCDE offre à ses pays membres une gamme de statistiques rapportant des suivis politique, social et environnemental. Cette organisation évoque également un lieu de discussion, de comparaison et de concertation pour ses délégations et les pays non membres souvent bénéficiaires.

¹ OCDE. *Le Danemark et l'OCDE*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/danemark/ledanemarketlocde.htm>. Page consultée le 15/02/13.

² *Ibid.*

III. DANIDA

Peu après la Seconde Guerre mondiale, l'aide au développement danoise s'effectuait quasi exclusivement à travers les Nations Unies. C'est en 1962 que le gouvernement danois a mis en place un système d'aide au développement bilatérale avec les pays du Sud par l'entremise de son ministère des Affaires étrangères. Pendant ces années, le pays a tenté d'établir une administration afin de gérer cette nouvelle démarche. Le nom Danida est apparu en 1963 en tant que contraction pour l'Agence danoise de développement international³. Aujourd'hui Danida n'est plus une contraction, mais a été retenu comme le terme de coopération au développement du Danemark. C'est durant les années 70 que la lutte contre la pauvreté a dessiné l'orientation générale de l'APD du Danemark. Le corps organisationnel a été entériné avec l'adoption de la Loi sur la coopération internationale pour le développement. Au sein de Danida, trois priorités stratégiques ont été créées pendant les années 80, soit : l'environnement, l'égalité des genres et les droits de la personne. Une réorganisation administrative a bousculé Danida au début des années 90, l'organisation ayant perdu son indépendance et ayant pris de l'ampleur en se retrouvant sous l'autorité du ministère des Affaires étrangères. La Loi sur la coopération internationale pour le développement amendée en 2002 constitue le fondement légal de Danida :

Overall, Denmark's development co-operation is driven by (i) a parliament-approved development strategy; (ii) the annual Finance Act – which covers aid expenditures with a four-year horizon; (iii) the government's annual priority plan which identifies political priorities for the year ahead; and (iv) the various policies⁴.

À l'arrivée du nouveau millénaire, l'APD du Danemark s'est étendue géographiquement vers le Moyen-Orient et l'Afghanistan. Le gouvernement utilise graduellement l'APD en tant qu'instrument de sa politique étrangère surtout en matière de résolution de conflit, de terrorisme et de promotion de la bonne gouvernance⁵. Depuis 2010, l'aide bilatérale émise vise les secteurs sociaux ainsi que les initiatives environnementales. La majorité de l'aide multilatérale est offerte à travers des organismes internationaux tels que l'ONU, la Banque mondiale et l'Union européenne.

IV. L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DANOISE ET SES PRINCIPAUX ACTEURS

The Minister for Development Cooperation is the minister for development assistance and is served by the Ministry of Foreign Affairs and the Foreign Service. – Ministry of foreign affairs of Denmark⁶

³ Genre en action. *Danida- agence danoise pour le développement international*. En ligne.

<http://www.genreenaction.net/spip.php?article8564v>. Page consultée le 12/02/13.

⁴ Development assistance committee (DAC). *Denmark Peer Review 2011 (OCDE)*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/>. Page consultée le 10/02/13.

⁵ Ministry of foreign affairs of Denmark . *The history of danish development assistance*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/about-danida/history/>. Page consultée le 12/02/13.

⁶ Consulter Figure 1 dans Annexes

Selon la politique d'aide danoise, « the questions of accountability and the involvement of actors external to Government and Parliament have been of central importance since the initial phases of the Danish aid programme.⁷ ». Le ministère de la Coopération pour le développement coordonne la participation danoise dans le processus de négociations internationales en traitant les politiques de développement ainsi que les coopérations bilatérales et multilatérales. Il doit également assurer la transparence dans l'administration de l'APD en établissant les modalités nécessaires. Le ministère doit transmettre annuellement un plan sur 4 ans des politiques bilatérales et multilatérales en matière de développement. Chaque année, un plan budgétaire est présenté au parlement danois (Folketing) couvrant les dépenses des 4 prochaines années. Il s'agit du Comité des affaires étrangères au Folketing qui accomplit la tâche de voter le choix des pays receveurs.

Par ailleurs, le gouvernement danois s'est toujours vanté d'adopter une approche axée sur les droits de la personne. En s'inspirant de la Déclaration universelle des droits de la personne, le Danemark intègre les principes indispensables de non-discrimination, de participation, de transparence et de responsabilité⁸. Danida et le Conseil en développement international ont tous deux été créés en 1971 par la Loi sur la coopération internationale pour le développement amendée en 2002. Ces organisations ont le mandat de soumettre des conseils au ministre de la Coopération pour le Développement de façon indépendante. Toutefois, le Conseil bénéficierait d'un rôle plus actif :

While the board is fulfilling its mandate to provide advice and recommendations to the minister on Danida's strategies, policies and programmes, the council is not playing its role as a sounding board on development issues more generally. There is scope for the minister to reinvigorate the role of the council, which could play a more active role in public debates about development⁹.

Il est intéressant de noter la force démocratique du Danemark en tant que bailleur à l'échelle internationale. La population danoise prend part au débat sur les politiques publiques à appliquer pour transmettre l'aide au développement : « Danish development co-operation enjoys continued popular support and understanding in parliament, civil society and among opinion leaders.¹⁰ ». Le ministère et Danida informent les divers acteurs de la société civile (comme les ONG) de façon à ce que les comités parlementaires du domaine garantissent la présence du débat sur le développement et la coopération dans l'arène publique. C'est ainsi que la population informée peut participer à la critique ou à l'approbation des politiques provenant du ministère. La Direction de la coopération pour le développement déclare même que le débat public perpétue l'engagement politique du Danemark à excéder la cible de l'ONU visant 0.7 % du PIB en APD tout en motivant la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en

⁷ NGO Monitor: Making NGO'S accountable. *Danish International development agency (Danida)*. En ligne. <http://www.ngo-monitor.org/article.php?id=1564>. Page consultée le 14/02/13

⁸ Ministry of foreign affairs. *DANIDA*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/>. Page consultée le 06/02/12.

⁹ Development assistance committee (DAC). *Denmark Peer Review 2011 (OCDE)*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/>. Page consultée le 10/02/13.

¹⁰ Development assistance committee (DAC). *Denmark Peer Review 2011 (OCDE)*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/>. Page consultée le 10/02/13.

implantant des politiques d'avant-garde, tout particulièrement lorsqu'il est question de changements climatiques, d'égalité entre les genres ainsi que d'autonomisation des femmes¹¹.

En revanche, la nouvelle stratégie *Freedom from Poverty- Freedom to Change* n'a été adoptée en 2010 que par une courte majorité au Parlement. Cette nouvelle vision plus claire modifie les priorités stratégiques de Danida qui relèvent maintenant de 4 secteurs généraux soit, les droits humains et la démocratie, une croissance verte, le progrès social, la stabilité et la protection. La promotion du développement durable est également une priorité. Nous prendrons connaissance de l'évaluation de cette stratégie dans la section traitant de l'examen des pairs.

V. DANIDA ET LA DÉCLARATION DE PARIS

Le Danemark est reconnu internationalement pour son application efficace des principes de la Déclaration de Paris. Cette déclaration est née en mars 2005 dans le but d'augmenter l'efficacité de l'aide en poussant l'obtention des OMD par la mise en œuvre d'actions et changements de conduite proposés par ladite déclaration. La Déclaration de Paris s'articule autour de cinq principes clés : appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle¹². L'administration danoise a inséré ces principes dans sa marche à suivre.

Parmi les cinq engagements, Danida concentre la majorité de ses efforts sur la mise en œuvre des principes d'appropriation, d'alignement et d'harmonisation. Plusieurs évaluations indiquent l'accomplissement de progrès relativement limités dans l'application des principes de gestion axée sur les résultats et de responsabilité mutuelle. « Plusieurs explications sont mises en avant, dont le fait que ces trois [premiers] principes sont au centre des débats sur l'efficacité depuis beaucoup plus longtemps et qu'il pourrait donc simplement s'agir d'une question de « maturation » pour les deux principes plus récents¹³. »

L'évaluation de l'application des principes de la Déclaration de Paris au Danemark a été effectuée par une équipe de chercheur-e-s qui a interrogé des individus reliés aux services centraux et aux ambassades afin de mieux comprendre leurs points de vue sur un tel processus. Cette équipe était responsable de l'évaluation et de la rédaction d'un rapport résumant leurs principales observations et recommandations¹⁴. Manifestement, les collaborateurs des ambassades ont relevé quelques critiques constructives au sujet de la mise en œuvre des règles sur le terrain. Tout d'abord, l'affectation de fonds à des interventions thématiques spéciales ou à des initiatives dans des domaines transversaux a tendance à limiter ou compliquer l'alignement sur les politiques et stratégies du pays partenaire et, par conséquent, à compromettre l'appropriation des programmes et projet de développement par le pays¹⁵. Danida a répondu à

¹¹ *Ibid.*

¹² Ministère des Affaires étrangères/Danida. *Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : étude de cas pour le Danemark*. En ligne. http://www.diis.dk/graphics/Subweb/paris_evaluation_web/files/pdf/fr/FR-annex75.pdf. Page consultée le 14/03/13.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*,

¹⁵ *Ibid.*

cette déclaration en affirmant que le problème était déjà maîtrisé, une réponse que plusieurs considéreraient comme étant peu satisfaisante. Les intervenants sur le terrain ont également demandé un meilleur encadrement de la part des services centraux. Les plus petits acteurs ont réclamé un réseau de partage d'expérience organisé entre les ambassades. Le rapport de synthèse d'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris dévoile l'inefficacité du département chargé de l'assurance qualité et du service consultatif technique de Danida, surtout lorsqu'il est question de retour d'expérience pratique, des études de cas et de formations. De surcroît, les personnes interrogées dans le cadre de cette évaluation ont mentionné des complications dues au manque d'effectifs nécessaires à la réalisation des opérations visant l'application des principes de la Déclaration. Cette réalité alourdit la pression exercée sur les petits groupes d'acteurs sur place.

Malgré tout, force est de constater que le Danemark demeure un leader d'implémentation de la Déclaration de Paris et de l'Agenda d'Action d'Accra (AAA): « the country's long history in promoting ownership and alignment to partner country priorities is highlighted in its overall development strategies, as well as in the government's annual priorities for Danish assistance.¹⁶ ». Le Danemark contribue aux efforts internationaux sur l'efficacité de l'aide en offrant une qualité et une quantité d'aide remarquables. La plupart des conditions de la Déclaration ciblées par le Danemark ont été atteintes ou sont près de l'être : « in its recently-launched initiative on the Quality of Official Development Assistance (QUODA), Denmark's ODA performs well in maximising efficiency, fostering institutions, reducing burdens and promoting transparency and learning.¹⁷ »

VI. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES : Un éclaircissement statistique

1. L'aide publique au développement

Plusieurs particularités font des pays nordiques, incluant le Danemark, des petits bailleurs au niveau de l'APD totale, mais très généreux en matière de proportion¹⁸. En effet, la Scandinavie est chef de file lorsqu'il est question de la cible onusienne de consacrer 0.7 % de son PIB en aide publique au développement¹⁹. Ces pays, géographiquement défavorisés, octroient néanmoins une proportion d'APD sous forme de don plus élevée que leurs homologues membres de l'OCDE. Ces derniers optent plutôt pour des prêts à taux préférentiels ou pour l'allègement de dettes aux pays en développement. Au Danemark, l'APD provient traditionnellement d'un consensus politique plutôt que de confrontations ou de décisions unilatérales.

¹⁶ Development assistance committee (DAC), *Denmark Peer Review 2011 (OCDE)*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/>. Page consultée le 10/02/13.

¹⁷ Denmark Ministry of Foreign Affairs. *Denmark's engagement in multilateral development and humanitarian organizations in 2012*. En ligne. <http://bolivia.um.dk>. Page consultée le 16/02/13.

¹⁸ Les pays du Nord n'ont pas de passé colonial au même titre que leurs voisins européens. De plus, leur niveau de vie élevé va de pair avec leur système avancé d'État-Providence, donc de redistribution sociale des biens de l'État qui s'étend au niveau international.

¹⁹ L'objectif de 0.7 % APD/PNB a d'abord été accepté en 1970, pour accomplissement au milieu des années 1970, et depuis a été à plusieurs reprises réaffirmé dans les communiqués et les déclarations des réunions internationales sur le financement du développement (OCDE; 2013).

Aid has been used by the Danish government as an instrument to increase the international reputation of Denmark both vis-à-vis developed country partners as well as in the developing world. Yet, it is clear from all of the studies referred to above that one does find, behind official Danish aid policy, a set of moral and idealistic motives concerned with helping poor people in need.²⁰

Tableau 1. APD en millions EU (États-Unis)

	Unités	2006	2007	2008	2009	2010	2011
APD nette	Millions EU	2236.12	2562.23	2803.28	2809.88	2871.24	2931.13
APD nette	% RNB	0.80	0.81	0.82	0.88	0.91	0.86
APD sous forme de dons	Millions EU	X	911.71	974.95	904.43	762.25	786.78

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

2. L'aide par programme

Suite au constat du besoin d'amélioration de l'aide publique prodiguée par les agences d'aide en 2005, les États membres de l'OCDE reconnaissent « qu'une augmentation significative de l'efficacité de l'aide est nécessaire pour soutenir les efforts déployés par les pays partenaires en vue de renforcer la gouvernance et d'améliorer les résultats obtenus sur le front du développement²¹ ». Par souci de fongibilité, les puissances mondiales se sont tournées vers l'aide par programme pour calmer les consciences des bailleurs. Ce changement a amené notamment une plus longue espérance de vie des programmes et un meilleur monitorat des activités. Les pays nordiques ont tendance à offrir moins d'aide par programme que la moyenne des donateurs membres du CAD. En 2011, le Danemark offrait 2213.75 millions EU en aide par programme.

Tableau 2. Aide par programme destinée aux pays en développement

	Unités	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Aide par programme	Millions EU	1056.36	1443.05	1479.16	1666.31	2185.06	2213.75

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

Afin de classifier ces déploiements, le Danemark concentre son aide en 4 domaines stratégiques. Des programmes d'aide par secteur ou par pays découlent de ces domaines. En offrant ce type d'aide, Danida se concentre sur l'appropriation locale des programmes, l'inclusion, la

²⁰ Finn Tarp. *Danish Aid Policy: Theory and Empirical Evidence*, Discussion papers department of economics. University of Copenhagen, 1998, pages 5.

²¹ OCDE. *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*. En ligne. <http://acts.oecd.org/Instruments/ShowInstrumentView.aspx?InstrumentID=141&Lang=fr&Book=False>. Page consultée le 15/02/13.

responsabilité et la durabilité. Selon le gouvernement danois, la coopération au développement doit avoir un ancrage local et être basée sur une appropriation démocratique²².

3. Le déliement de l'aide

Je vous prête de l'argent, à condition que vous l'utilisiez pour m'acheter des marchandises et des services²³.

De nos jours, l'aide liée reflète les dons ou prêts du secteur public pour lesquels les marchés sont limités à des entreprises du pays donateur ou d'un petit groupe de pays²⁴. L'aide liée prive les pays bénéficiaires de l'appropriation des fonds alloués par les États donateurs et du droit de disposer de ces sommes indépendamment d'obligations marchandes. Le déliement de l'aide - autrement dit, la suppression des obstacles juridiques et réglementaires à l'ouverture à la concurrence pour la passation des marchés financés par l'aide - accroît de manière générale l'efficacité de l'aide en réduisant les coûts de transaction et en améliorant la capacité des pays bénéficiaires à définir eux-mêmes la voie à suivre²⁵. Cette nouvelle direction en matière d'aide au développement encourage les pays membres de l'OCDE à aligner leurs programmes d'aide avec la réalité locale des pays receveurs, leurs objectifs et leur administration économique. La distribution des fonds via les ONG augmente les chances d'appropriation locale de l'APD. Parmi les pays nordiques, le Danemark offre une portion plus large de son aide de façon liée, suivi de la Finlande. Conformément aux aspirations de l'OCDE, le gouvernement danois devrait viser le déliement de l'aide dans l'application de sa stratégie pour la coopération au développement : Le droit à une vie meilleure²⁶.

Tableau 3. Aide déliée

	Unités	2006	2007	2008	2009	2010
Aide déliée	Millions EU	1231.56	1209.90	1343.00	1610.65	1584.97
Aide déliée	%	95.3	95.5	98.5	96.6	93.5

Source : UN data. *Denmark ODA*. En ligne. <http://data.un.org/Search.aspx?q=denmark+ODA>. Page consultée le 12/02/13.

Depuis le début des années 2000, l'aide liée a progressivement diminué en moyenne de 40 %. Si l'amélioration est modeste, les pays membres de l'OCDE peuvent améliorer leurs pratiques davantage. Dans le nouveau contexte mondial de l'aide, il s'agit de prendre en compte le rôle

²² Ministère de la Coopération au Développement. *La stratégie du Danemark pour la coopération au développement*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/goals/strategy/>. Page consultée le 24/03/13.

²³ MFI HEBDO: Économie Développement. *Coopération : vers la fin de l'aide liée*. En ligne. <http://www.rfi.fr/fichiers/MFI/EconomieDeveloppement/710.asp>. Page consultée le 07/02/12.

²⁴ OCDE. *Le déliement de l'aide : le droit de choisir*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/developpement/ledeliementdelaidedroitdechoisir.htm>. Page consultée le 04/02/13.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Le déliement de l'aide – autrement dit, la suppression des obstacles juridiques et réglementaires à l'ouverture à la concurrence pour la passation des marchés financés par l'aide – accroît d'une manière générale l'efficacité de l'aide en réduisant les coûts de transaction et en améliorant la capacité des pays bénéficiaires de définir eux-mêmes la voie à suivre. Il permet aussi aux donateurs de s'attacher davantage à aligner leurs programmes d'aide sur les objectifs et les systèmes de gestion financière des pays bénéficiaires (OCDE; *Le déliement de l'aide : le droit de choisir*).

grandissant des bailleurs de fonds non membres du CAD qui offrent des crédits d'aide liée pour une grande part, les nouveaux mécanismes de financement vertical, et de trouver de nouvelles formes de financement pour relever les défis posés à court terme par la crise financière mondiale et à plus long terme par le changement climatique²⁷.

4. L'aide bilatérale

Au Parlement danois, le Comité des affaires étrangères est responsable de la sélection des futurs pays receveurs de l'aide bilatérale. Les décideurs favorisent habituellement les pays africains et asiatiques. L'APD danoise devrait être représentée en Amérique Latine, c'est pourquoi au moins un pays de la région est toujours sélectionné. Dans le cas de petits pays ou des pays avec une maigre population, les Danois vérifient les possibilités d'établissement d'une coopération substantielle à long terme, qui assure l'utilisation adéquate et rationnelle des ressources de Danida. Cette concentration géographique devrait bénéficier aux groupes les plus pauvres. La forme bilatérale d'octroi de fonds est la plus populaire au Danemark comme dans plusieurs autres pays membres de l'OCDE.

Tableau 4. Aide bilatérale

	Unités	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Aide bilatérale	Millions	2236.12	2562.23	2803.28	2809.88	2871.24	2931.13
	EU						

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

5. L'aide multilatérale

Depuis la ratification de la Déclaration de Paris en 2005, la responsabilité de la gestion des relations entre le Danemark et les organisations multilatérales a été décentralisée aux missions onusiennes ainsi qu'aux ambassades et aux banques régionales. Traditionnellement, le Danemark n'est pas un donneur multilatéral important, néanmoins de nouvelles initiatives ont été mises en place depuis 2005 afin de briser cette habitude.

Cette première étape de renforcement d'orientation stratégique en cohérence avec les organisations multilatérales annonce plusieurs effets positifs :

It helps to create a sharper policy focus for a more forward looking and strategic-oriented process. The ambition is to strengthen the performance assessment through the selection of indicators and targets that as far as possible allow for comparative assessments individual organizations²⁸.

Le gouvernement danois reconnaît qu'un engagement multilatéral plus important dans le programme de développement devient un prérequis à l'efficacité de la lutte contre la pauvreté et à

²⁷ MFI HEBDO: Économie Développement. *Coopération : vers la fin de l'aide liée*. En ligne. <http://www.rfi.fr/fichiers/MFI/EconomieDeveloppement/710.asp>. Page consultée le 07/02/12.

²⁸ *Ibid.*

l'implantation d'États sécuritaires et responsables devant leur population²⁹. C'est via les organisations multilatérales que le Danemark peut faire la promotion de valeurs fondamentales et de principes universels tels que l'égalité humaine, la liberté et la dignité.

Tableau 5. Aide multilatérale

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Aide multilatérale	Millions EU	772.21	911.71	974.95	904.43	762.25	786.78

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

Les nouvelles stratégies d'organisations danoises naissent sous les recommandations de l'étude multilatérale annuelle danoise et sur les résultats des consultations stratégiques effectuées dans les organisations elles-mêmes. Le MOPAN (*Multilateral Organisation Performance Assessment Network*), ou Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales, regroupe 17 pays donateurs dont l'intérêt commun est d'évaluer l'efficacité organisationnelle des principales organisations multilatérales qu'ils financent³⁰. Les membres engagés du MOPAN produisent des évaluations en partenariat, rendent leurs informations publiques et obligent les donateurs « à tirer parti de leurs expériences respectives en matière de suivi et d'évaluation des performances des organisations multilatérales.³¹ ». L'analyse des agences multilatérales permet d'évaluer si les conditions d'impact développemental sont en place.

6. L'APD versée aux ONG et à la société civile

Danida occupe un rôle central dans l'implantation de l'aide bilatérale, mais une panoplie d'ONG a contribué à la canalisation et à l'administration de cette aide. « The NGOs have also played a vocal role in influencing the principles of Danish aid, and they have helped maintain a high level of political and general public support to the aid programme³² ». Depuis sa création, Danida travaille de concert avec les ONG afin de lancer des campagnes d'information et des activités éducatives mettant l'accent sur les problèmes de développement des pays du Sud.

Tableau 6. L'APD versée aux ONG et à la société civile

	Unités	2006	2007	2008	2009	2010	2011
L'APD aux ONG et à la société civile	Millions EU	1056.36	1443.05	1479.16	1666.31	2185.06	2213.75

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

Danida subventionne spécialement des ONG œuvrant pour la promotion des droits de la personne et la démocratisation. Traditionnellement, le Danemark octroie un portion significative de son

²⁹ Denmark Ministry of Foreign Affairs. *Denmark's engagement in multilateral development and humanitarian organizations in 2012*. En ligne. <http://bolivia.um.dk>. Page consultée le 16/02/13.

³⁰ MOPAN. En ligne. <http://www.mopanonline.org/>. Page consultée le 15/02/13.

³¹ Denmark Ministry of Foreign Affairs. *Denmark's engagement in multilateral development and humanitarian organizations in 2012*. En ligne. <http://bolivia.um.dk>. Page consultée le 16/02/13.

³² Finn Tarp, *Danish Aid Policy: Theory and Empirical Evidence*, Discussion papers department of economics. University of Copenhagen, 1998, p.7.

APD aux régimes démocratiques et une portion plus faible aux pays dont les politiques portent atteinte aux droits de la personne. Fait intéressant via le conflit israélo-palestinien, Israël reçoit significativement moins d'aide du Danemark, de la Norvège et de la Finlande comparativement aux autres bailleurs. En dépit du fait que : « Norway, Denmark and Finland give less aid to countries with high proportions of Protestants, Catholics and Muslims³³ », Danida a réclamé déployer une aide au développement en Palestine dans l'optique *to strengthen the peace process and realise a sustainable Palestinian state*. À l'instar de ces objectifs de développement, le gouvernement danois a donc financé : [Dan Church Aid](#) (DCA), [Euro-Mediterranean Human Rights Network](#) (EMHRN), Médecins Sans Frontières, [Save the Children](#), [Caritas](#), [Ma'an News Network](#), et le [PLO Negotiations Support Unit](#). Le groupe NGO Monitor fournit des informations et des analyses, favorise l'imputabilité et soutient le débat sur les rapports et activités des ONG (organisations non gouvernementales) qui prétendent promouvoir les droits de la personne. ONG Monitor guette ce qu'elle appelle la *moralité sélective* et exerce une fonction de chien de garde dans le but de garantir la neutralité des ONG³⁴. Selon l'évaluation effectuée par ce groupe, l'aide transmise à DCA, bénéficiaire à grande échelle du financement du gouvernement danois, manque de transparence : « The organization lists its Palestinian partner organizations, but does not provide funding details³⁵. » ONG Monitor dénonce l'incompatibilité de cet engagement avec les aspirations danoises en matière de développement :

Organizations receiving Danish funding lead campaigns and political activities that are inconsistent with government policies to promote peace and a two-state solution to the Arab-Israeli conflict. Many NGOs are centrally involved in the [Durban Strategy of political warfare](#), which seeks to demonize and delegitimize the State of Israel³⁶.

Tableau 7. Aide par grandes catégories de secteurs socio-économiques en 2011

	Unités	Éducation	Santé	Distribution d'eau et assainissement	Agriculture	Transport et communication	Infrastructures sociales et services
2011	% de l'APD bilatérale totale	7.6	4.8	4.2	3.8	1.7	1.5

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

Suivant la tradition de la démocratie distributive, le Danemark concentre son APD dans les secteurs nationaux comme l'éducation, la santé et la distribution d'eau. Les pays de l'OCDE reconnaissent majoritairement le manque d'aide danoise à l'égard du secteur de l'agriculture. Il est dit du Danemark que « performance is, however, somewhat negatively affected by its barriers

³³ Scott Gates et Anke Hoefler. *Global aid allocation: are Nordic donors different?* Center for the Study of African Economies Series, University of oxford. 2004, page 10.

³⁴ NGO Monitor: Making NGO'S accountable. *Danish International Development Agency (Danida)*. En ligne. <http://www.ngo-monitor.org/article.php?id=1564>. Page consultée le 14/02/13

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

against agricultural imports from developing countries, its lack of policies that promote productive investment in poor countries, and its high fossil fuel production per capita.³⁷».

Tableau 8. Aide alimentaire vers les pays en développement

	Unités	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Aide alimentaire	Millions EU	0.34	X	0.9	19.2	1.5	X
Aide alimentaire d'urgence	Millions EU	11.7	9.6	18.3	0.9	X	4.7

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

7. Principaux pays bénéficiaires de l'APD de pays scandinaves (versements bruts)

L'attribution de l'APD des pays nordiques, particulièrement DANIDA, s'oriente en fonction des objectifs officiels de lutte contre la pauvreté, de promotion de la démocratie et des droits de la personne³⁸. Les pays scandinaves sont souvent félicités pour leur attention particulière portée au développement. Dans le cas où le transfert de l'aide bilatérale de plusieurs pays européens se concentre vers leurs anciennes colonies, les stratégies globales de développement viennent en second plan : « However, certain donors (notably, the Nordic countries) respond more to the correct incentives, namely income levels, good institutions of the receiving countries, and openness³⁹ ». Des chercheurs de l'Université de Columbia ont développé un index d'allégeance politique entre le pays donateur et les receveurs : « Using UN voting patterns, Gartzke and Jo (2000) derive an index from -1 to 1 with higher values indicating more similar voting patterns. With respect to this UN variable none of the Nordic donors give more aid to political allies.⁴⁰ ». D'après cette recherche, l'APD serait un gage sincère de l'engagement scandinave face à la réduction de la pauvreté : « to summarize, unlike the average bilateral donor, Nordic donors allocate aid according to democracy and human rights records but not to political allies⁴¹.

³⁷ Center for Global Development. *Denmark*. En ligne. www.cgdev.org. Page consultée le 26/02/2013.

³⁸ Ministry of foreign affairs. *Danish Act on international development cooperation*. En ligne. <http://www.netpublikationer.dk/um/3976/html/chapter19.htm>. Page consultée le 14/02/13.

³⁹ Alesina, A. et D. Dollar. *Who Gives Foreign Aid to Whom and Why?* *Journal of Economic Growth* 5. 2000, p. 33-63.

⁴⁰ Gartzke, Erik and Dong-Joon Jo. *The affinity of nations index, 1946-1996*. The Affinity of Nations Index, 1946-1996. En ligne. <http://www.columbia.edu/~eg589/datasets.html>. Page consultée le 17/02/13.

⁴¹ Scott Gates et Anke Hoeffler., *Idem*, page 11.

Principaux bénéficiaires de l'APD du Danemark (2010-2011) en % APD bilatérale totale		Principaux bénéficiaires de l'APD de la Suède (2010-2011) en % APD bilatérale totale		Principaux bénéficiaires de l'APD de la Norvège (2010-2011) en % APD bilatérale totale	
Tanzanie	4.3	Congo, Rép. dém.	3.1	Brésil	5.2
Mozambique	3.4	Tanzanie	2.2	Afghanistan	2.7
Ghana	2.9	Afghanistan	2.0	Tanzanie	2.5
Afghanistan	2.8	Mozambique	1.9	Cisj. et bande de Gaza	2.3
Ouganda	2.5	Soudan	1.5	Soudan	1.7

Tableaux Source : UN data. *Denmark ODA*. En ligne. <http://data.un.org/Search.aspx?q=denmark+ODA>. Page consultée le 12/02/13.

8. Principales régions bénéficiaires de l'APD danoise (versement brut)

Les bailleurs des pays nordiques consacrent la majorité de leur aide bilatérale au pays à faible revenu (PFR) : « Countries with higher democracy scores receive more aid and countries with worse human rights records receive less aid⁴² ». Les raisons susceptibles d'expliquer cette réalité peuvent être historiques. Les pays nordiques n'ont pas de passé colonial. Considérant la petitesse géographique des pays donateurs, « they do not try to foster global strategic interests.⁴³ ». De plus, les pays scandinaves et la Finlande poursuivent la tradition de l'État providence dans lequel tous les citoyens jouissent des initiatives sociales du gouvernement.

This principle of universality generates a shared conception of citizenship and social spending is comparatively high in Nordic countries. Moreover, this system of socio-political values does not only provide the determinants for domestic but also for international justice. Foreign aid can thus be seen as an extension of the principles of the welfare state beyond the domestic borders.⁴⁴

La cible de l'APD octroyée par les pays nordiques via les politiques locales d'échanges commerciaux ne fait pas l'unanimité : « At odds with the findings of Alesina and Dollar (2000) that countries open to international trade are favored by Nordic donors, Gates and Hoeffler (2004) report that the same countries still direct significant amounts of aid to recipients with "poor" trade policies. »

L'Afrique est la destination primaire de l'APD danoise, en particulier sa région subsaharienne avec 37.8 % de l'APD bilatérale totale en 2010-2011, viennent ensuite les pays à revenus faibles de l'Asie. Le gouvernement à Copenhague remet une portion inférieure de son APD aux pays d'Amérique du Sud et aux pays avec une proportion élevée de pratiquants musulmans. « Alesina and Dollar (2000) report that small donor aid has the highest elasticity to recipient income, while

⁴² Scott Gates et Anke Hoeffler., *Idem*, p. 11.

⁴³ *Ibid.*, p.5.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 5.

Gates and Hoeffler (2004) show that Nordic countries (Denmark, Finland, Norway, and Sweden) lend to poorer countries, many of which are in sub-Saharan Africa (SSA)⁴⁵.»

Selon le profil statistique du Danemark à l'OMC, la majorité des échanges de marchandises en 2011 était d'origine européenne, chinoise, norvégienne, américaine et finalement russe⁴⁶. Selon le *Nordic Statistical Yearbook 2012*, le Danemark n'exporte que 7 % et n'importe que 5 % du total de ses marchandises des régions du monde autres que les pays nordiques, l'UE, la Russie, les Amériques et l'Asie. Les pays africains font partie de cette catégorie ainsi que les pays asiatiques ayant une économie plus tournée vers l'intérieur. Les bailleurs de fonds scandinaves semblent se distinguer parmi les membres de l'OCDE : « Based on this evidence, we assume that Scandinavian donors [...] have aid programs that are more likely to target developmental aims (especially economic infrastructure, poverty alleviation, and social services), and that their aid is more likely to be spent in a growth-enhancing manner.⁴⁷ »

Tableau 9. Principales régions bénéficiaires de l'APD danoise

	Unité	Afrique subsaharienne	Asie du Sud et centrale	Autres pays d'Asie et Océanie	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Amérique latine et Caraïbes	Europe
Principales régions bénéficiaires de l'APD danoise (2010-2011)	% APD bilatérale totale	37.8	12.9	5.8	4.6	5.1	1.1

Source : OCDE. *Danemark statistiques de A à Z*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/statistiques/#d.fr.199456>. Page consultée le 07/02/13

Considérant l'implication danoise sur le continent africain, le premier ministre du Danemark créa en 2008 la Commission de l'Afrique dans le but d'aider cette région à tirer meilleur parti de la mondialisation. La Commission est composée de personnalités politiques, de chefs d'État, des membres de la société civile, des universitaires, d'experts, de membres d'organisations multilatérales et régionales ainsi que des gens d'affaires. La majorité des commissaires sont originaires d'Afrique, ce qui reflète la volonté permanente de la Commission de mettre ses recommandations et initiatives entre des mains africaines⁴⁸. En publiant des analyses et rapports, en organisant des sommets sur l'Afrique et en recommandant des marches à suivre, la Commission aide le Danemark à créer de l'emploi et à améliorer la compétitivité économique sur

⁴⁵ IMF institute. Camelia Minoiu and Sanjay G. Reddy. *Development aid and economic growth: a positive long-run-relation*. En ligne. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2009/wp09118.pdf>. Page consultée le 07/02/13.

⁴⁶WTO. *Denmark statistics database*. En ligne.

<http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=F&Country=DK>. Page consultée le 02/02/13.

⁴⁷ IMF institute., *Idem*.

⁴⁸ Africa Commission. *Croissance et emploi : visions et réalisations, Rapport d'avancement de la Commission de l'Afrique Juillet 2010*. En ligne. <http://um.dk/en/~media/UM/English-site/Documents/Danida/Activities/Strategic/Growth/RapportFINALFR.jpg>. Page consultée le 17/02/13.

le continent. Cette initiative spéciale influence également l'agenda international de développement. C'est ainsi que le rapport de la Commission 2010 expose des conclusions positives et utilise l'avis des personnes interviewées afin de soutenir le progrès.

VII. CENTER FOR GLOBAL DEVELOPMENT

Le *Center for Global Development* (CGD) est un *think tank* indépendant qui compile le *Commitment to Development Index* (CDI), reconnu mondialement, depuis 2003. Ce *think tank* contribue à la réduction de la pauvreté et des inégalités mondiales par l'entremise de recherches sérieuses et une implication active dans la communauté des bailleurs. Le *Commitment to Development Index* classe 27 des pays les plus riches au monde par leur dévouement pour l'aide au développement. Le CGD se base sur les données de sources officielles comme l'OCDE, la Banque Mondiale, l'ONU et des publications scientifiques pour calculer le CDI. Le CDI mesure les politiques nationales triées en 7 catégories (aide, commerce, investissement, immigration, environnement, sécurité et technologies⁴⁹) afin de déterminer sa classification.

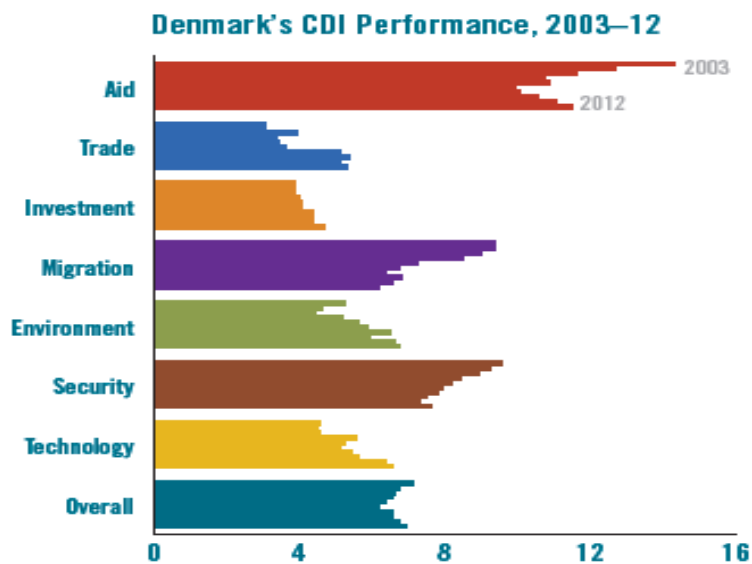
Le CGD étend l'évaluation de la composante de l'aide à plusieurs niveaux quantitatif (% PIB) et qualitatif (% aide déliée) : «The CDI also discounts aid that overloads recipient governments with too many small projects, burdening officials with hosting and reporting obligations. Finally, the Index recognizes governments that let taxpayers write off charitable contributions, since some of those contributions go to non-profits working in developing countries⁵⁰».

En 2012, le Danemark a décroché la première place globale avec un score final de 7. Les scores de chaque composante sont mis à l'échelle de sorte que le score moyen en 2012 était égal à 5. Le score final d'un pays est la moyenne de celle de chaque composante. Selon les analystes du CGD : « Denmark gives a large quantity of high-quality foreign aid, contributes a significant amount of personnel and finance to international peacekeeping and humanitarian interventions, and encourages research and development.⁵¹ ». Le graphique qui suit met en couleurs la performance danoise entre 2003 et 2012.

⁴⁹ Center for Global Development. *Denmark*. En ligne. www.cgdev.org. Page consultée le 26/02/2013.

⁵⁰ Center for Global Development. *Commitment to Development Index 2012*. En ligne. <http://www.cgdev.org/sites/default/files/CDI2013/cdi-brief-2013.html>. Page consultée le 27/02/2013.

⁵¹ *Ibid.*



Graphique de la performance danoise 2003-2012 : Source Center for Global Development. *Denmark*. www.cgdev.org.

VIII. EXAMEN PAR LES PAIRS

L'examen par les pairs provient de la concertation et de l'analyse de la performance ou des pratiques du pays étudié de la part d'autres pays membres de l'OCDE. L'exercice a pour finalité d'aider l'État examiné à améliorer ses politiques, à adopter des pratiques optimales et à se conformer à des normes et principes établis⁵². Selon l'OCDE, la « pression des pairs » rend cet examen mutuel plus efficace. Lorsque le Secrétariat et les examinateurs passent en entrevue des parlementaires, des membres de la société civile, des ONG ainsi que des représentants du pays examiné, ils recherchent des informations clés sur les efforts entrepris en termes d'aide au développement.

1. *Freedom from Poverty*

La nouvelle stratégie pour la coopération au développement du Danemark : *Freedom from Poverty - Freedom to Change* identifie deux obstacles futurs pour Danida : la prise de risque et l'APD au sein des États fragiles. Le Danemark se concentre maintenant sur l'étude des risques en matière de partenariats internationaux. Toujours selon ce même rapport, cette préoccupation devrait diriger les interventions du gouvernement en matière d'APD. Elle devrait également maximiser les ressources administratives, les moyens de prévention et la gestion du risque. Dans l'application de *Freedom from Poverty*, les recommandations du comité à l'examen vont comme suit :

- *Use the revised guidelines for programme management to clarify what the new development co-operation priorities will mean for Danida's work.*

⁵²OCDE. *L'examen par les pairs*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/danemark/ledanemarketlocde.htm>. Page consultée le 15/02/13.

- *Apply lessons from its earlier phasing-out experiences, as well as those of other donors, so that withdrawal from partner countries is managed strategically and sustainably.*
- *Continue to advance thinking on risk in development co-operation, including in international dialogue. Provide staff with practical guidance on how they can assess, address and assume risk, and use its new approaches to risk management to identify how best to tailor its programme to different contexts.*
- *Step up efforts to gather and disseminate information on results and ensure that communication by Ministry of Foreign Affairs centres is consistent with priority themes in the communication strategy. Work with the Council for International Development to promote public debate about development.*
- *Strengthen institutional mechanisms for co-ordinating, promoting, arbitrating on and monitoring the coherence of both.⁵³*

2. L'évolution des recommandations depuis 2007

En 2007, l'examen par les pairs du Danemark proposait 16 recommandations globales. Le gouvernement danois et Danida ont réussi à en implanter 12. Il reste donc 4 recommandations à mettre en œuvre qui, à la vue du Secrétariat, demeurent d'actualité. Premièrement, le Danemark est encouragé à s'appuyer sur ses comités de coordination interne afin de promouvoir la cohérence de politiques au-delà du domaine des affaires étrangères. Ceci demeure un défi pour le pays, toutefois certaines démarches ont été entamées afin d'intégrer la cohérence des politiques dans les décisions danoises au sein de l'UE. Deuxièmement, le Danemark est poussé à partager son expérience avec les autres membres de l'OCDE. Cette recommandation n'a que partiellement été intégrée puisque le pays partage ses apprentissages méthodologiques que sur le site internet de Danida. Ceci n'est pas suffisant et devrait s'étendre jusqu'aux réseaux internationaux et aux pays partenaires. Troisièmement, dans un souci de cohérence politique, le Danemark doit faire un meilleur usage des ambassades dans les pays receveurs ce qui amènerait un point de vue provenant du terrain. Quatrièmement, le Danemark est invité à développer de nouveaux mécanismes « for getting both development and public support benefits currently achieved through its Mixed Credits scheme ⁵⁴ ». Le gouvernement danois tente d'éliminer les instruments de développement liés, majoritairement en Afrique subsaharienne, tout comme le reste de l'aide liée offerte par Danida.

⁵³ OCDE. *L'examen par les pairs*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/danemark/ledanemarketlocde.htm>. Page consultée le 15/02/13.

⁵⁴ OCDE. *L'examen par les pairs*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/danemark/ledanemarketlocde.htm>. Page consultée le 15/02/13.

IX. CONCLUSION

Au final, le Danemark réussit à déployer des efforts considérables en matière d'APD. Ce pays scandinave soutient des valeurs particulières de redistribution, des droits de la personne, de l'égalité des genres et de liberté tout en offrant un pourcentage comparatif d'APD. Les prévisions de Danida sont votées au Parlement et la société civile participe au débat, ce qui accentue l'aspect démocratique du processus. De plus, si de nombreux pays membres de l'OCDE comme le Canada et les États-Unis distribuent les fonds d'aide dépendamment de leurs intérêts politiques et économiques, le Danemark se concentre davantage sur les objectifs réels de l'aide au développement. Le gouvernement danois offre néanmoins une quantité trop élevée d'aide liée qui porte atteinte à sa performance globale. Alors que plusieurs bailleurs sélectionnent des partenaires bilatéraux économiquement et politiquement assez avancés, les pays nordiques ont tendance à concentrer leur financement aux pays à faible revenu (PFR). Les partenariats avec l'Afrique ont motivé la création de la Commission sur l'Afrique, ce qui prouve le dévouement danois vis-à-vis ce continent. Le ministère des Affaires étrangères danois compte également investir des efforts supplémentaires afin d'augmenter les dons, et la confiance accordée aux organismes multilatéraux.

Finalement, le ministère des Affaires étrangères en collaboration avec Danida, les Nations Unies et plus de 80 organisations d'aide danoises et des partenaires financiers ont créé la campagne médiatique *The World's Best News*. Cette initiative signale à la population danoise et la communauté internationale le progrès des Objectifs du millénaire pour le développement au sein des pays partenaires du Danemark, et ce, dans le but d'encourager les membres de l'OCDE à faire de même. Selon les dirigeants de cette campagne, les Objectifs dans le cas du Danemark auraient été atteints et le progrès persisterait. Selon le ministre de la Coopération au développement M. Christian Friis Bach : « pour parvenir à combattre la pauvreté, nous ne pouvons pas nous contenter de nous intéresser qu'aux symptômes les plus manifestes, nous devons aussi agir sur les structures qui maintiennent les hommes en pauvreté et les sociétés dans l'inégalité.⁵⁵ ». Les Objectifs du millénaire ne sont qu'une manifestation de la pauvreté et les pays donateurs, le Danemark compris, devraient affronter plus sérieusement les problèmes structurels faisant obstacle au changement social. Pour terminer, il serait avantageux d'évaluer le cheminement des autres pays nordiques afin de vérifier plus ardemment l'hypothèse de la particularité scandinave.

⁵⁵ Ministère de la Coopération au Développement. *La stratégie du Danemark pour la coopération au développement*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/goals/strategy/>. Page consultée le 24/03/13.

X. BIBLIOGRAPHIE

Africa commission. *Croissance et emploi : visions et réalisations, Rapport d'avancement de la Commission de l'Afrique Juillet 2010*. En ligne. <http://um.dk/en/~media/UM/English-site/Documents/Danida/Activities/Strategic/Growth/RapportFINALFR.jpg>. Page consultée le 17/02/13.

Alesina, A. et D. Dollar. *Who Gives Foreign Aid to Whom and Why?* *Journal of Economic Growth* 5, 2000, p. 33-63.

Center for Global Development. *Commitment to Development Index 2012*. En ligne. <http://www.cgdev.org/sites/default/files/CDI2013/cdi-brief-2013.html>. Page consultée le 27/02/2013.

Center for Global Development. *Denmark*. En ligne. <http://www.cgdev.org/section/initiatives/active/cdi/country/denmark>. Page consultée le 26/02/2013.

Denmark Ministry of Foreign Affairs. *Denmark's engagement in multilateral development and humanitarian organizations in 2012*. En ligne. <http://bolivia.um.dk>. Page consultée le 16/02/13.

Development assistance committee (DAC). *Denmark Peer Review 2011 (OCDE)*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/>. Page consultée le 10/02/13.

Finn Tarp, *Danish Aid Policy: Theory and Empirical Evidence*, Discussion papers department of economics. University of Copenhagen, 1998, 34 pages.

Gartzke, Erik and Dong-Joon Jo. *The affinity of nations index, 1946-1996*. The Affinity of Nations Index, 1946-1996. En ligne. <http://www.columbia.edu/~eg589/datasets.html>. Page consultée le 17/02/13.

Genre en action. *Danida- agence danoise pour le développement international*. En ligne. <http://www.genreenaction.net/spip.php?article8564v>. Page consultée le 12/02/13.

IMF institute. Camelia Minoiu and Sanjay G. Reddy. *Development aid and economic growth: a positive long-run-relation*. En ligne. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2009/wp09118.pdf>. Page consultée le 07/02/13.

MFI HEBDO: Économie Développement. *Coopération : vers la fin de l'aide liée*. En ligne. <http://www.rfi.fr/fichiers/MFI/EconomieDeveloppement/710.asp>. Page consultée le 07/02/12.

Ministère de la Coopération au Développement. *La stratégie du Danemark pour la coopération au développement*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/goals/strategy/>. Page consultée le 24/03/13.

Ministère des Affaires étrangères/Danida. *Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : étude de cas pour le Danemark*. En ligne. http://www.diis.dk/graphics/Subweb/paris_evaluation_web/files/pdf/fr/FR-annex75.pdf. Page consultée le 14/03/13.

Ministry of foreign affairs of Denmark. *The history of danish development assistance*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/about-danida/history/>. Page consultée le 12/02/13.

Ministry of foreign affairs. *DANIDA*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/>. Page consultée le 06/02/12.

Ministry of foreign affairs. *Danida Evaluation Guidelines*. En ligne.
<http://amg.um.dk/en/~media/amg/Documents/Technical%20Guidelines/Evaluation/EVAL-guidelines-WEB.ashx>. Page consultée le 23/02/13.

Ministry of foreign affairs. *Danish Act on international development cooperation*. En ligne.
<http://www.netpublikationer.dk/um/3976/html/chapter19.htm>. Page consultée le 14/02/13.
MOPAN. En ligne. <http://www.mopanonline.org/>. Page consultée le 15/02/13.

NGO Monitor: Making NGO'S accountable. *Danish International development agency (Danida)*.
En ligne. <http://www.ngo-monitor.org/article.php?id=1564>. Page consultée le 14/02/13

Nordic Council of Ministers. *Norden Nordic statistical yearbook 2012*. Volume 5: Denmark, 162 pages.

OCDE. *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*. En ligne.
<http://acts.oecd.org/Instruments/ShowInstrumentView.aspx?InstrumentID=141&Lang=fr&Book=False>. Page consultée le 15/02/13.

OCDE. *Le Danemark et l'OCDE*. En ligne.
<http://www.oecd.org/fr/danemark/ledanemarketlocde.htm>. Page consultée le 15/02/13.

OCDE. *Le déliement de l'aide : le droit de choisir*. En ligne.
<http://www.oecd.org/fr/developpement/ledeliementdelaidedroitdechoisir.htm>. Page consultée le 04/02/13.

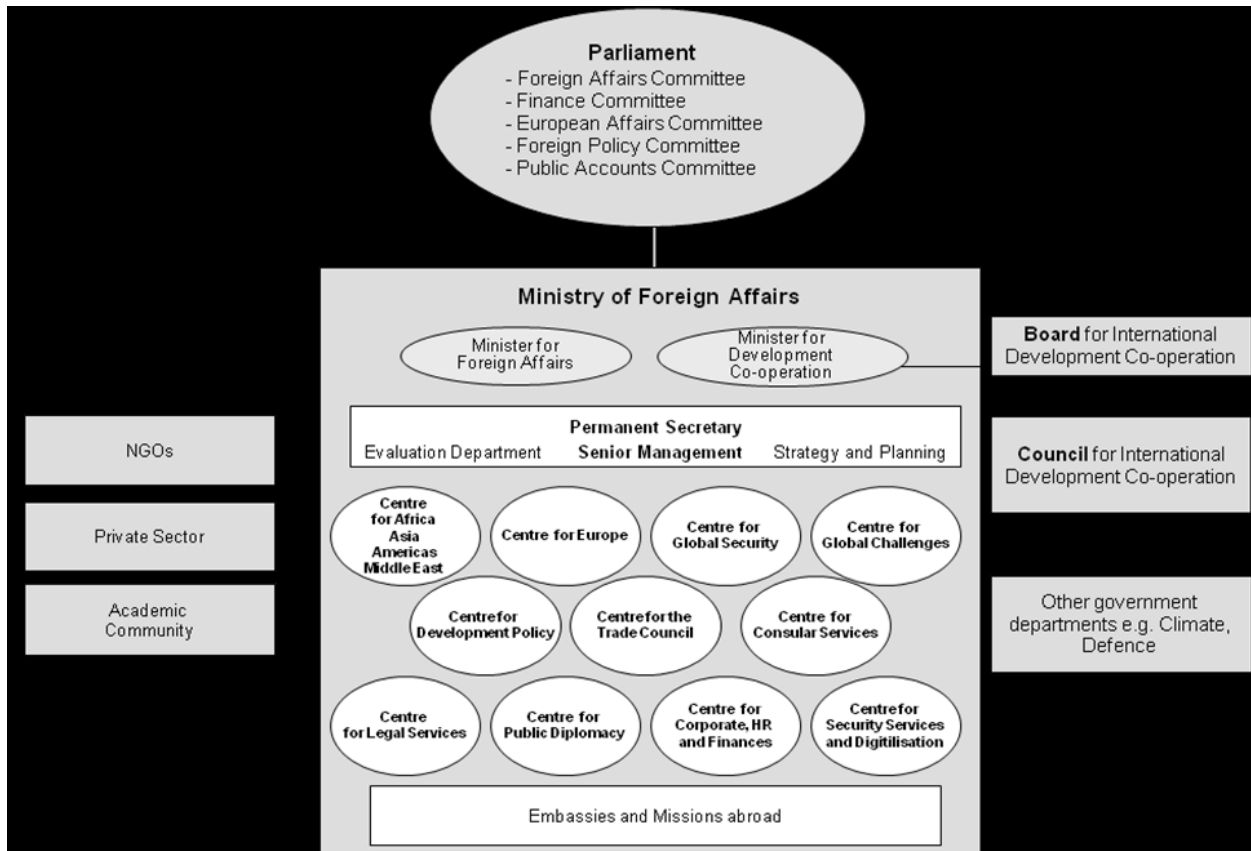
Scott Gates et Anke Hoeffler. *Global aid allocation: are Nordic donors different?* Center for the Study of African Economies Series, University of oxford. 2004, 10 pages.

The Copenhagen post. *Denmark most committed to global development, study finds*. En ligne.
<http://cphpost.dk/news/international/denmark-most-committed-global-development-study-finds>.
Page consultée le 10/02/13

WTO. *Denmark statistics database*. En ligne.
<http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=F&Country=DK>. Page consultée le 02/02/13.

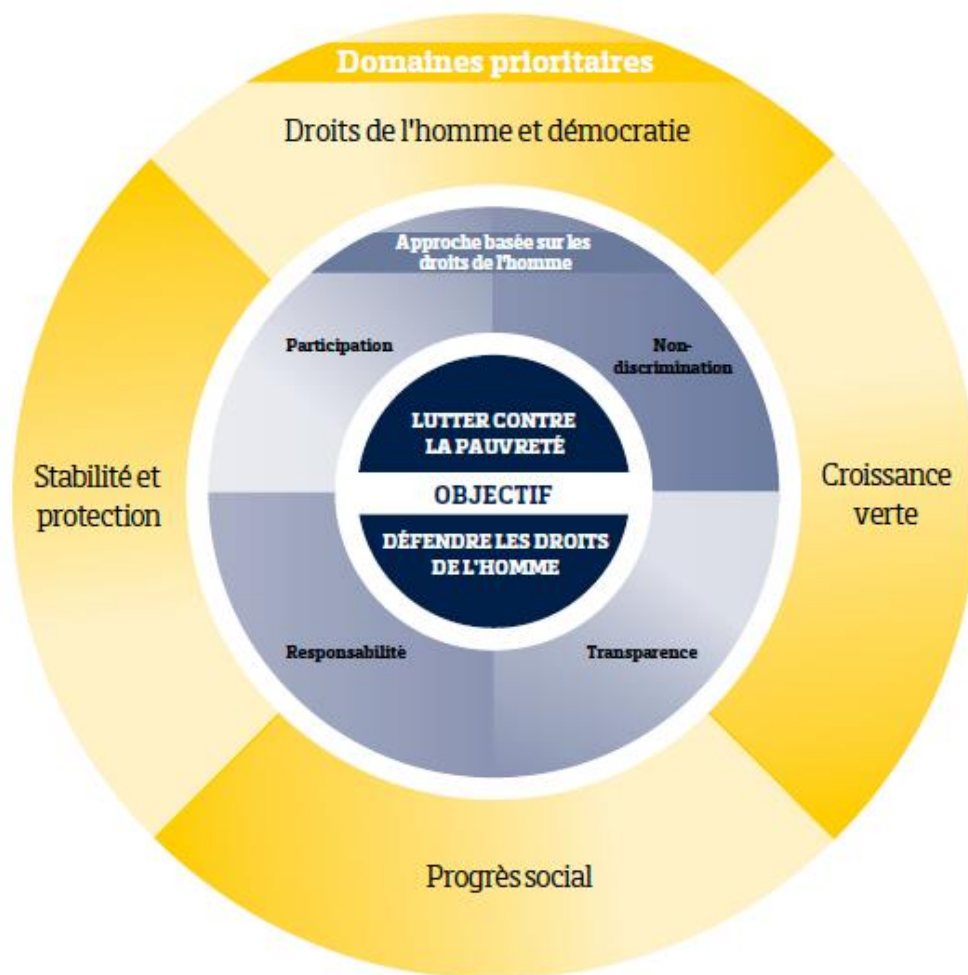
XI. ANNEXES

Figure 1. Le système de coopération au développement Danois



Source : OCDE. *L'examen par les pairs*. En ligne. <http://www.oecd.org/fr/danemark/ledanemarktoecde.htm>. Page consultée le 15/02/13.

Figure 2. Domaines prioritaires de l'APD danoise



Source : Ministère de la Coopération au Développement. *La stratégie du Danemark pour la coopération au développement*. En ligne. <http://um.dk/en/danida-en/goals/strategy/>. Page consultée le 24/03/13.

CIRDIS

**Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international
et société**

UQAM

**Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international et société**

Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, Canada, H3C 3P8

www.cirdis.uqam.ca
cirdis@uqam.ca

Collection Recherche – no 2014-02